

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°329 DU JEUDI 23 MAI 2024 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

Interview

RETRAIT DES LICENCES DE FIM, ESPACE, DJOMA ET SWEET

Le SPPG se moque des patrons de presse

P.3



Édito à vue d'Aigle

Les vérités «cruées» du PM Bah Oury

Le retour à l'ordre constitutionnel sera-t-il effectif à la fin de cette année 2024 en Guinée ? C'est la question que beaucoup se posent au regard de la situation qui prévaut actuellement au pays du général Mamadi Doumbouya. Dans un entretien accordé à TV5 Monde, lors de son séjour à Kigali (Rwanda) où il a pris part les 16 et 17 mai 2024 à l'Africa Ceo Forum, le Premier ministre guinéen Amadou Oury Bah s'est clairement prononcé sur ce sujet qui taraude les esprits... P.2

TRIBUNE

P.4



La guerre des impérialistes

TRANSITION GUINÉENNE

P.5



Une nouvelle coalition exige le départ de la junte le 31 décembre 2024 (Ibrahima Kalil Diallo du CNROC)

NAISSANCE D'UNE COALITION POUR LE RETOUR À L'ORDRE CONSTITUTIONNEL

P.6



« Ce sont des plaisantins politiques » (Facély Traoré, secrétaire politique du MONIDAR)

PRESSE GUINÉENNE

Un organe d'autorégulation mis en place par les associations de presse P.2

OUSMANE SONKO À PROPOS DES COUPS D'ÉTAT P.3
« Je refuse de faire partie de ceux qui... »

CONCOURS DE RECRUTEMENT À LA FONCTION PUBLIQUE P.7
Ce qu'il faut savoir avant le jour J



Édito à vue d'aigle



Les vérités «cruées» du PM Bah Oury

Le retour à l'ordre constitutionnel sera-t-il effectif à la fin de cette année 2024 en Guinée ? C'est la question que beaucoup se posent au regard de la situation qui prévaut actuellement au pays du général Mamadi Doumbouya. Dans un entretien accordé à TV5 Monde, lors de son séjour à Kigali (Rwanda) où il a pris part les 16 et 17 mai 2024 à l'Africa Ceo Forum, le Premier ministre guinéen Amadou Oury Bah s'est clairement prononcé sur ce sujet qui taraude les esprits. Le locataire du palais de la Colombe a déclaré à cette occasion que le calendrier pour le retour à l'ordre constitutionnel ne sera pas respecté cette année, contrairement à certains acteurs sociopolitiques qui multiplient des sorties médiatiques et des déclarations pour menacer de ne pas reconnaître l'autorité

du CNRD au-delà du 31 décembre 2024.

«Le calendrier pour le retour à l'ordre constitutionnel en Guinée tel qu'il a été défini ne sera pas respecté. Parce qu'initialement, il était prévu la fin de la transition cette année. Mais à la fin de cette année, ce qui pourrait être organisé c'est le référendum constitutionnel », a laissé entendre le chef du gouvernement guinéen dans l'interview qu'il a bien voulu accorder à TV5 Monde à Kigali.

Dans leurs interventions, les chauds partisans du CNRD rappellent opportunément qu'une transition n'est pas que politique, surtout dans le cas guinéen. Ils soutiennent que lorsqu'ils ont pris leur responsabilité le 5 septembre 2021, le Général Mamadi Doumbouya et ses compagnons du CNRD ont pris solennellement l'engagement de nettoyer proprement la maison Guinée, avant d'organiser des élections libres et transparentes de la base au sommet (communales, législatives, présidentielle) pour remettre le pouvoir aux civils. Des élections auxquelles aucun membre d'un organe de la transition ne sera candidat.

Pour d'autres par contre, le successeur de Bernard Goumou serait en train de surprendre désagréablement les Guinéens, en s'érigeant en porte-parole du CNRD qui, à leurs yeux, aurait un agenda caché et caresserait l'espoir de s'éterniser au pouvoir contre la volonté de la majorité des Guinéens.

Et il faut dire que ces vérités crues du PM Amadou Oury Bah connu sous le nom de Bah Oury ont eu le don de faire sortir de leurs gonds la plupart des entités sociopolitiques représentatives du pays: ANAD, FNDC dissous, Forum des Forces sociales de Guinée, FDNC politique, RPG Arc-en-ciel et alliés.

Kèfina Diakité

PRESSE GUINÉENNE

Un organe d'auto-régulation mis en place par les associations de presse

Le mercredi 22 mai 2024, les associations de presse (URTELGUI- AGUIPEL-REMIGUI- AGEPI-AGPE - UPLG, UPJ, UFSIG) se sont mises d'accord pour porter sur les fonts baptismaux l'Observatoire guinéen d'autorégulation de la presse (OGAPP). Entre-temps, elles ont appris le retrait de l'agrément de Djoma Médias, Hadafo, FIM FM. Ce qui a fait réagir à chaud, le président de l'URTELGUI, Aboubacar Camara.



«Ce retrait d'agrément n'est pas notre vœu, ça veut dire qu'on pensait qu'on avait fini une partie avec la mise en place de cet observatoire, mais il va falloir retâousser les manches pour repartir sur le terrain pour comprendre d'abord ce qui s'est passé ou ce qui est en train de se passer. C'est pourquoi aujourd'hui, il est important que les journalistes comprennent qu'il ne saurait avoir de journalistes sans médias, de travailleurs sans le travail. Il faut donc sortir de ces considérations. Aujourd'hui, nous voulons avoir une presse unie. Vous avez vu l'élan qui a été donné, même la presse publique est représentée pour qu'enfin, on parle d'une presse nationale en Guinée et non une presse privée et publique. Nous sommes en train de nous organiser. Dans les situations de transition partout dans le monde, ce sont des périodes où la presse est appelée à jouer un grand rôle. C'est ce que nous essayons de faire. Notre objectif, c'est que tous les médias se sentent libres en termes d'exercice. (...) Si nous essayons de mettre un organe entre les journalistes et la HAC à l'effet de récupérer la balle au rebond dans

l'exercice de notre profession, il ne faudrait pas que la faille ne vienne pas des médias, plus forte raison des journalistes ou un syndicat. Et là, il y a péril en la demeure, parce qu'on nous annonce le retrait durement. Ce qui rend caduc l'exercice de l'ensemble de ces médias. Vous pensez que c'est en allant insulter ou jeter les cailloux qu'on va résoudre ce problème ?», a réagi Aboubacar Camara, président de l'URTELGUI. Et d'ajouter: «Ceux qui ont investi leur argent pour créer ces médias, vous pensez être plus royalistes que ces gens ? Ce n'est pas possible, il faut que les gens le comprennent. Si on ne recule pas, la situation va aller crescendo, on n'a pas intérêt à se bomber le torse. On va aller négocier et on fera en sorte que la presse vive et elle vivra », a-t-il lancé.

Sale temps pour la presse guinéenne.

Mamadou Oury





RETRAIT DES LICENCES DE FIM, ESPACE, DJOMA ET SWEET

Le SPPG se moque des patrons de presse

Le Ministère de l'Information et de la Communication a ordonné le retrait des licences des médias Djoma, Espace, Sweet et FIM. Cette information est tombée au moment où les associations de presse organisaient une cérémonie de signature de la mise en place de l'Observatoire Guinéen d'Autorégulation de la Presse-OGAP. Le Syndicat des Professionnels de la Presse de Guinée pense que les patrons de presse sont responsables de ce qui arrive à leurs entreprises.



L'Aigle infos : Cette situation perdure depuis six mois. Ça a commencé par le brouillage des ondes des médias, le retrait des chaînes de télévision des bouquets. Est-ce qu'on peut dire que la presse privée est en danger en Guinée sous le CNRD ?

Sékou Jamal Pendessa : C'est affirmatif mais si on accepte de lutter comme il faut, on finira par gagner. Mais les gens minimisent ce qu'on appelle la lutte de conviction. L'objectif c'est de libérer tous les médias, et rassurez-vous nous allons y arriver.

L'Aigle infos : Quel message avez-vous pour les patrons de médias dont les licences ont été retirées ?

Sékou Jamal Pendessa : Changeons la façon de faire. Albert Einstein a dit, que la folie c'est de continuer toujours de faire la même chose et s'attendre à un résultat différent.

L'Aigle infos : Merci à vous Monsieur le Secrétaire Général du SPPG, Sékou Jamal Pendessa !

Sékou Jamal Pendessa : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

L'Aigle infos : Nous venons de l'apprendre. Le ministère de l'information et de la communication vient de retirer les licences des médias : Djoma, Espace, Sweet et FIM quelques minutes après avoir exprimé votre opposition à la mise en place de l'Observatoire Guinéen d'Autorégulation de la Presse. Comment réagit le syndicat par rapport à cette décision ?

Sékou Jamal Pendessa : Je vous disais en conférence avant la signature de l'organe d'autorégulation que la vérité est du côté du SPPG. Ils doivent prendre conscience bien qu'ils soient nos patrons. Maintenant demandez à nos patrons quels sont les médias qu'ils vont réguler ? Je préfère dire qu'au SPPG, si nous n'avons pas nos emplois, nous avons notre fierté.

L'Aigle infos : Le président du conseil d'administration de la maison de la presse dit que c'est de l'utopie pour le syndicat de s'opposer à cette démarche puisque quand on parle de journalistes c'est parce qu'il y a les médias car ce sont eux qui ont investi dans ces entreprises ?

Sékou Jamal Pendessa : On a dit qu'on n'est pas concerné par leur organe. Dis-leur que ce sont ces

locaux qui leur appartiennent, et que s'il y a pas travailleurs dedans, ça devient bâtiment. Aujourd'hui, on parle de journaliste indépendant donc il n'est pas dit forcément il faut qu'il y ait médias pour que nous continuions. Leur absence ne peut rien faire à l'existence du média c'est plutôt nous les plus importants.

L'Aigle infos : Pourquoi le SPPG insiste que l'idée de la mise en place de l'Observatoire Guinéen d'Autorégulation de la Presse ne vient pas des patrons de presse ?

Sékou Jamal Pendessa : Vous avez demandé à M. Camara qu'entre lui et le PM qui dit vrai ? Bah Oury a dit que tout ce qui reste c'est la signature de l'organe. Maintenant ils n'ont aucune possibilité de réagir parce qu'ils se sont rabaissés. Cette réponse de la junte est éloquente parce que c'est au moment où ils parlent de leur autorégulation, c'est la réponse qu'on leur a donnée.

L'Aigle infos : Que compte faire le SPPG pour la restauration de ces licences ?

Sékou Jamal Pendessa : C'est ici que la décision nous a trouvés, et la majorité de nos membres sont rentrés. Mais ce qui est clair, c'est que nous au SPPG, on ne va pas aider les autorités à poser l'inégalité, on les aide à voir clair, ce qui est bon pour eux, pour leur gestion.

OUSMANE SONKO À PROPOS DES COUPS D'ETAT « Je refuse de faire partie de ceux qui... »

Ousmane Sonko, en sa qualité de Président du parti politique le Pastef, a reçu son homologue de la France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon et en a profité pour parler des pays de l'AES.

Les deux hommes politiques ont animé une conférence le 16 mai à Dakar et le Premier ministre sénégalais a profité pour éclaircir sa position concernant les Etats du Sahel. Ousmane Sonko a clairement indiqué son soutien à ses « frères du Sahel » et expliqué qu'il fera tout pour « raffermir les liens et apporter sa solidarité » aux pays de l'AES.

Dans son discours, le Premier ministre sénégalais a marqué son indignation face aux comportements de certains pays qui traitent les dirigeants du Mali, du Burkina Faso et du Niger de putschistes, mais collaborent économiquement avec d'autres pays non démocratiques.

« Nous ne lâcherons pas nos frères du Sahel et nous ferons tout ce qu'il faut pour raffermir les liens et leur apporter notre solidarité », a d'abord déclaré Ousmane Sonko avant de poursuivre.

« Ceux qui aujourd'hui condamnent des régimes

considérés comme des régimes militaires ou dictatoriaux sont pourtant enclins à aller vers d'autres régimes qui ne sont pas démocratiques lorsqu'il s'agit de négocier du pétrole ou des marchés », regrette le Président du Pastef.

« Est-ce qu'à partir de ce moment, on peut dire qu'on se mêle de tout avec les mêmes principes ? Absolument pas. Les problèmes internes aux pays doivent être réglés par les citoyens de ces pays.

Certes, il y a eu des coups d'État, personne n'encourage la commission de coup d'État, mais je refuse de faire partie de ceux qui analysent les symptômes et refusent d'analyser les causes réelles de ces coups d'État », a-t-il martelé par la suite.

Cette sortie de l'ancien maire de Ziguinchor va sûrement créer des remous au sein de certains Etats-majors qui se verront indexés par ces propos.

NET AFRIQUE

DÉCÈS DU PRÉSIDENT EBRAHIM RAÏSSI Dr Dansa Kourouma à la résidence de l'ambassade d'Iran en Guinée pour présenter ses condoléances

Le mardi 21 mai 2024, suite au décès du président Ebrahim Raïssi dans un crash d'hélicoptère, le président du CNT, Dr Dansa Kourouma, en compagnie d'une forte délégation de son institution, s'est rendu à la résidence de l'ambassade de la République islamique d'Iran pour présenter ses condoléances à cette triste occasion.

« Nous venons ici ce matin nous acquitter d'un devoir, d'une obligation, une obligation divine. Il a été arraché à notre affection un être cher au peuple iranien, à tout le monde islamique, à tous les fidèles musulmans du monde, son Excellence Monsieur le Président de la République islamique d'Iran. C'est pourquoi, à travers cette délégation, certes avec beaucoup d'émotions, nous venons d'abord prier pour que Dieu accepte l'âme du défunt dans son paradis. Nous venons prier pour que Dieu donne la force pour que le peuple iranien et tous les peuples

frères du monde acceptent cette situation dramatique. Nous venons prier pour tous ceux qui l'ont précédé pour que leurs âmes reposent en paix », a déclaré Dr Dansa Kourouma, avant de rappeler les liens diplomatiques entre la Guinée et la République islamique d'Iran.

« C'est une histoire qui dépasse les considérations politiques et diplomatiques, c'est une histoire d'amitié et de fraternité. Parce que notre ancien président, le feu Ahmed Sékou Touré a scellé avec le peuple iranien, nous sommes condamnés de suivre les traces des anciens qui ont marqué leur temps et leur époque. Comme on le dit, l'Etat, c'est la continuité. Et c'est un devoir pour nous de vous adresser ces quelques mots qui ne peuvent pas calmer le chagrin que Dieu a affligé au peuple iranien aujourd'hui. Ce qu'on peut faire aujourd'hui pour le défunt, c'est de prier sincèrement pour lui pour que Dieu lui pardonne », a-t-il rappelé.

En réponse, le diplomate iranien, Jamshid Parvizi, s'est exprimé en ces termes: « Nous sommes en train de passer des moments difficiles à cause du décès de notre président de la République, notre ministre des Affaires étrangères et quelques hauts cadres de notre pays. La mort, c'est la tradition divine et personne ne peut empêcher le destin, mais après la mort, il y a la continuité de la vie. Ce qui est important après ces morts, ce sont les liens d'amitié et de fraternité dont nous sommes témoins aujourd'hui. Depuis l'annonce de cette tragédie, nous recevons beaucoup de sympathie et de compassion de la part de nos frères et sœurs de la Guinée comme en témoigne la visite hier du ministre Dr Morissanda Kouyaté et aujourd'hui vous monsieur le président du CNT. Ce sont des moments réconfortants pour nous et nous allons les transférer à chaque moment dans notre pays... »

Mamadou Oury



Tribune

La guerre des impérialistes

La France ne peut pas se sentir elle-même sans ses territoires d'outre-mer. Cet impérialisme est dans son ADN depuis Charlemagne, le fondateur de l'Europe, et des Napoléons, qui ont élargi l'Hexagone avec des territoires d'outre-mer à des milliers de kilomètres de Paris et l'ont transformé en un empire où le soleil ne se couche jamais : quand il fait jour à Grande-Terre, en nouvelle Calédonie, il fait nuit à Basse-Terre, en Guadeloupe.

L'impérialisme est le propre des hommes et des peuples de la terre. Ahmed Sékou Touré qui fustigeait l'impérialisme, était impérialiste, lui-même. Il avait étendu son influence en Sierra Leone et au Libéria ? Qui des Guinéens de cette époque n'a pas entendu que Freetown était la banlieue de Conakry ? Qui n'a pas entendu que Samuel Doe a supplié Sékou Touré d'être son père spirituel ? Et si on poussait un peu plus le pion, on verrait que la guerre au Libéria pour renverser Samuel Doe, et la guerre en Sierra Leone pour renverser Siaka Stevens étaient pour contrer l'impérialisme de la Guinée. Autre chose que les Guinéens sont loin de connaître, et ils vont tomber des nues, c'est que, pour garder la Guinée-Bissau dans son giron contre les séductions du Sénégal de Senghor, Sékou a inondé le marché de Bissau de toutes les productions guinéennes et de tous les produits d'importation qui faisaient cruellement défaut aux populations guinéennes. Même le riz chinois estampé « Guinea-Conakry », le sucre importé, même le sucre de Koba, étaient en vrac au marché de Bissau, ainsi que les cigarettes Milo, qualité supérieure, alors que les Guinéens fumaient des cigarettes mal façonnées, dont le tabac tombait en poudre par absence des produits de stabilisation et de conservation... Voilà la partie cachée de l'iceberg et ignorée par les historiens de Guinée, hormis des diplomates accrédités à Bissau de 1973 à 1977. Et quand les Guinéens entendent parler de « cheyrane-75 » et de la révolte des femmes de Conakry, ils n'ont jamais soupçonné les causes, ils n'ont parlé que des conséquences... Les Guinéens doivent avoir une idée de ce que fut la Guinée d'avant et les épreuves que leurs devanciers ont endurées plus de 60 ans, et ce qui a poussé les uns et les autres à la faute. M. Madifing Diané était dans les services de l'ombre sous Sékou Touré, il pourrait dire un peu de cette période. Mais on sait aussi que les services secrets étaient compartimentés de façon hermétique, se pourrait qu'il n'ait rien vu dans ce domaine, car il fallait être à Conakry en 1973, avant la mort de Amilcar Cabral, il fallait voyager par camion de N'Zérékoré à Conakry au plus fort moment de « cheytane-75 » en mars-avril 1975 pour voir le pays, et il fallait être à Bissau en 1977, pendant la révolte des femmes. Qui avait ce don d'ubiquité ?

Pour l'instant, ce qui amuse et inquiète, c'est de savoir qui a tapé dans le ventre des Français en Nouvelle-Calédonie, eux qui



tapent dans le dos à tous les autres impérialistes, pour peu qu'ils ne soient pas du même camp. A l'époque des grands empires et des grandes conquêtes, la France était la première puissance du monde. Elle a dormi sur ses lauriers. Si les grandes monarchies d'Europe comme la Russie, l'Allemagne, l'Autriche et autres avaient pour langue de culture et de noblesse le français, est-ce que cela est encore valable de nos jours, quand certaines de ses colonies d'Afrique sont parties vers le Commonwealth. D'autres puissances, qui ont émergé, l'ont surclassée dans presque tous les domaines. Les Chinois sont en train de former d'autres à parler mal le chinois, comme les Peuls qui étaient forcés de chanter les chœurs révolutionnaires en soussou pour faire rire aux larmes à cause du vireslangue ou du casse-langue insurmontable. Tout le monde était forcé, le coefficient des langues nationales était 8. On aura l'occasion d'en parler...L'histoire de la Guinée est aussi riche et attrayante que celle de France.

Actuellement, des Africains, par dépit de la Françafrique, veulent supprimer le français comme langue de communication. Mais, dans combien de temps vont-ils se mettre à jours pour se faire comprendre des voisins et du monde entier dans une autre langue ? A-t-elle un dictionnaire ? Est-elle technique ? Avec les nouvelles technologies et leurs néologismes, ça va être ridicule. Mais encore, croient-ils que ceux qui viendront après eux épouseront la même idée, à moins de vouloir rester éternellement au pouvoir pour risquer de se faire dégommer ? Ce qui est possible ailleurs n'est pas possible en Afrique.

Avec tous ces problèmes, la France croit toujours au passé

pour s'ériger en leader du monde occidental, quand les USA, eux-mêmes, mettent de l'eau dans leur vin dans certaines circonstances. Le veto français au Conseil de Sécurité contre la guerre en Irak avait été contourné allègrement par les USA pour aller chercher Saddam Hussein, en 2003. Cela a dû faire mal à l'orgueil. Pour des raisons économiques, les occidentaux les plus fieffés défenseurs des droits de l'homme et des libertés démocratiques, n'avaient pas boycotté les J.O de Pékin, en 2008. Chacun lorgnait dans quel domaine il pourrait tirer quelques marchés avec les Chinois, malgré leur non-respect des droits de l'homme et tralala. On a vu le Dalaï Lama enrouler son turban symbolique de façon interminable autour du cou de Nicolas Sarkozy qui, lui, voulait en finir au plus vite. Les Chinois avaient tout vu.

C'est Emmanuel Macron qui donne actuellement la sueur froide au monde, en voulant enquiquiner Poutine déjà échaudé depuis la déliquescence de l'URSS. A cause de la faillite et de la mauvaise gestion du système, la Russie n'avait pas pu réagir. Elle a repris du poil de la bête grâce à son pétrole et à son gaz. On entend parler de la découverte d'un nouveau gisement de 511 milliards de barils sous les glaces de l'Arctique, tandis que l'Europe achète le pétrole et le gaz. Se mettre à dos la Russie n'est pas du goût de tout le monde, les intérêts économiques passent avant tout. Les incitations à la démocratie ont poussé des cobayes à se mettre en travers du chemin de Poutine, que sont-ils devenus ? Qu'est-ce qui s'est passé après les condamnations verbales ? Faire de la bravade en Ukraine c'est jouer avec le feu. « Il ne faut pas que la Russie gagne en Ukraine », soit, mais si la Russie perdait en Ukraine, non

seulement elle n'accepterait jamais de voir l'Ukraine dans les bras de l'Europe pour venir installer des missiles géostratégiques à son nez et à sa barbe, et elle ne laissera pas Macron jubiler de cette défaite.

La France tient à ses territoires d'outre-mer comme à la prune de ses yeux. Les ennemis qu'elle se crée et qui ont des moyens vont chanter. « Si tu me tapes dans le dos, je te tape dans le ventre »

Les blocs politiques se reforment, et ceux qui sont montés en puissance sont dans le même camp : la Chine est devenue la deuxième puissance économique et militaire, la Turquie est devenue investisseur à grands potentiels, c'est aussi une puissance militaire en passe de devenir une puissance nucléaire, l'Azerbaïdjan est allié à la Russie et à l'Iran, et tous ces pays sont prêts à en découdre avec le camp occidental, un panier de crabes, dans lequel on se donne des coups de pince et on se tire le tapis sous les pieds. Le « coup du père François » que les Joe Biden, Boris Johnson et Scott Morrison ont fait à Emmanuel Macron dans la vente de ses sous-marins à l'Australie, l'a fait pleurer pendant une semaine sans trop se plaindre. Il a été consolé avec quelques dédommagement pour les sous-marins qui ont fait four. Et cela, d'un certain avis, c'était pour temporiser l'ardeur de Macron à engager cavalièrement l'OTAN dans un bras-de-fer avec la Russie, le cas échéant, ils ne lui seraient pas solidaires, puisqu'il n'y aura pas de gagnant, en cas d'un conflit nucléaire. Dans la charte, un Etat de l'OTAN attaqué est une attaque pour tous les autres. Fort de cela et obnubilé par son impulsion, le président français n'en a fait qu'à son

idée, ameutant et forçant la main des autres à livrer à l'Ukraine des armes de dernière génération, comme les chars Abrahams et Léopard, qui sont actuellement saisis par les Russes, qui vont les disséquer pour savoir ce qu'ils contiennent de curieux, comme quand les nord-Coréens faisaient des pétards dans la mer du Japon, tout le monde, à qui mieux-mieux, accourait pour les ramasser. Macro va-t-il livrer à l'Ukraine ses Centaure, dont on dit capables de localiser le départ et la distance du feu ?

Autre variante : si la France s'impliquait encore plus en Ukraine, les alliés de Poutine en embuscade vont lui « taper dans le ventre » partout où cela lui fera mal. Déjà, après une semaine d'insurrection, les dégâts se chiffrent à plusieurs centaines de millions d'euros, et on est loin de l'apaisement. Avec le déficit budgétaire record de la France, se rétablir en Nouvelle-Calédonie va relever de jongleries financières, mais dans ça, Emmanuel Macron semble bien se connaître, c'est un spécialiste des finances. Ça branle déjà dans le manche ! On ne sait pas qui est derrière les indépendantistes, mais on a vu le drapeau de l'Azerbaïdjan, et ce pays lui en veut pour son soutien à l'Arménie, cela a eu pour résultat d'occupe Macron et l'empêcher de penser temporairement à autre chose en Ukraine. Il va aller à Nouméa, les Kanaks semblent vouloir négocier, après avoir foutu le bordel. C'est le nouveau jeu du chat et de la souris, indéfiniment ?

L'avancée de l'OTAN avec installation des armes stratégiques dans les anciens pays du Pacte de Varsovie était un casus belli. L'adhésion à l'Europe de ces pays a été vue avec la mort dans l'âme. Des promesses d'adhésion à d'anciens satellites exacerbent davantage et ne font que du mal à ces pays. La Tchétchénie n'est plus à l'ordre du jour. La Géorgie a été durement frappée. L'Ukraine est en train d'être dévastée. Lorgnerait-on le marché de la reconstruction au moment où les matières premières se raréfient ? Et si demain, Donald Trump s'en tirait de ses gaffes et de ses emmêlements avec la justice pour parvenir encore à la Maison Blanche...les choses vont être plus compliquées pour l'OTAN, et par ricochet pour Emmanuel Macron, qui sait que Donald Trump le gobe mal.

Pour toutes ces raisons, il faut dire à Emmanuel Macron de ne pas jouer avec le feu pour faire peur à tout le monde.

Moïse Sidibé



TRANSITION

Une nouvelle coalition exige le départ de la junte le 31 décembre 2024

Les appels se multiplient contre un éventuel glissement du chronogramme de la transition dont la fin est initialement prévue le 31 décembre 2024. Après les forces vives de la nation, le FNDC pour ne citer que ceux-ci, une autre coalition demande à la junte dirigée par le Général de corps d'armée, Mamadi Doumbouya de respecter ses engagements avec la CEDEAO. La Coalition Nationale pour le Retour à l'Ordre Constitutionnel, c'est le nom. Son Coordinateur national promet de mener des démarches pour réussir ce pari. Ibrahima Kalil Diallo n'exclut pas d'appeler à des désobéissances civiles si les autorités de Conakry violent leurs propres engagements.

L'Aigleinfos : Vous venez de mettre en place une nouvelle coalition dénommée « la Coalition Nationale pour le Retour à l'Ordre constitutionnel-CNROC ». Qu'est-ce qui vous a poussés à mettre en place une telle coalition ?

Ibrahima Kalil Diallo : L'idée est partie de simples constats, des discours dilatoires et belliqueux des membres du CNRD particulièrement du Premier ministre qui ne cesse d'annoncer dans les médias le glissement du calendrier de la transition avec fierté et il dit qu'ils assument. Cela est une bassesse pour nous les acteurs épris de paix, de justice et de démocratie.

L'Aigleinfos : Qu'est-ce que vous vous êtes assigné comme objectif pour la mise en place de votre coalition ?

Ibrahima Kalil Diallo : L'objectif se trouve même dans la définition de la coalition. C'est le retour rapide, simple et efficace à l'ordre constitutionnel.

L'Aigleinfos : Comment comptez-vous mener ce combat alors que le CNRD a interdit toute manifestation sur la voie publique ?

Ibrahima Kalil Diallo : Nous comptons mener ce combat par la voie diplomatique, inviter des partenaires techniques et financiers, des institutions internationales dont la Guinée est membre, des sages et des religieux en leur soumettant un mémorandum dans lequel nous allons faire le procès de la transition et puis faire des propositions concrètes pour l'organisation des élections crédibles et transparentes d'ici le 31 décembre 2024. La seconde phase, ce sont les manifestations de la rue si la première n'aboutit pas.

L'Aigleinfos : Il y a plusieurs coalitions sur le terrain qui ont pratiquement le même objectif que vous. Pourquoi vous n'avez pas intégré l'une de ces coalitions ?

Ibrahima Kalil Diallo : Vu la création de toutes ces forces qui sont très bien déjà, nous avons trouvé qu'elles sont effritées à cause des guéguerres de certains leaders, raison pour laquelle on s'est fait appeler une simple coalition. Nous irons vers



ces autres pour les amener vers nous afin que nous puissions faire un front commun pour le retour à l'ordre constitutionnel.

L'Aigleinfos : Vous évoquez le problème de leadership qui mine les autres coalitions, quelles sont les garanties que vous avez pour éviter que la vôtre tombe dans ce même piège ?

Ibrahima Kalil Diallo : La nôtre ne le sera pas parce que nous nous sommes assigné un objectif avec conviction. S'il y a

des problèmes de leadership dans une organisation, cesser de croire en elle parce que pour nous, l'objectif ce n'est de paraître, mais de l'atteindre. Donc on n'a pas besoin que moi je sois coordinateur ou président pour être vu. L'essentiel pour nous, c'est d'atteindre notre mission. Mener des voies et moyens que nous disposons pour le retour à l'ordre constitutionnel, c'est ce message que nous voulons véhiculer au sein de toutes ces organisations dans lesquelles

il y a ces guéguerres. Il faut que les choses bougent parce que le peuple de Guinée est en train de regarder ces leaders qui sont en train de se battre pour des petites places pendant que le pays peine à se développer.

L'Aigleinfos : Qu'est-ce qui nous fait croire que vous ne feriez pas la même chose en manipulant les autres pour chercher une place ?

Ibrahima Kalil Diallo : Je ne parlerais pas de moi présentement parce que je représente une coalition mais j'aimerais vous suggérer de regarder les membres de notre coalition, ils sont tous engagés dans les luttes citoyennes. Ils n'ont jamais été de l'autre côté du pouvoir pour manger. Mais malheureusement en Guinée, les gens ne comprennent pas une chose. Vous ne pouvez pas engager une lutte citoyenne pour devenir ministre ou directeur quelque part. Quand tu éprouves la conviction de faire une lutte, tu le fais avec fierté tant que c'est pas atteint. Quand nous prenons l'exemple sur Martin Luther King, il pouvait être tué mais il a continué sa lutte. C'est dans cette logique que nous nous sommes inscrits, et ensemble nous allons prospérer.

L'Aigleinfos : Quelles sont les organisations qui sont membres de votre coalition ?

Ibrahima Kalil Diallo : Il y a en

a assez. L'association des jeunes pour le développement et la Démocratie, il y a le CERF et d'autres parce que nous venons de relancer la coalition et dans les jours à venir vous allez voir ce que nous menons à l'interne.

L'Aigleinfos : Est-ce que votre coalition est fermée aux politiques ?

Ibrahima Kalil Diallo : Notre porte n'est pas fermée aux leaders politiques. On n'a pas dit qu'aucun leader politique ne sera dans l'organe directeur de la coalition. Ils peuvent apporter leur soutien parce qu'on a les mêmes objectifs. Nous ne voulons pas favoriser un parti politique et qu'après il y a des guéguerres de leadership comme ce qui se passe parce qu'ils sont sujets de beaucoup de clivage, et ces clivages affaibliront la lutte. Donc il faut tirer les leçons du passé et aller avec des personnes neutres. Cela ne veut pas dire qu'on débarrasse des politiciens. Ils font partie de nous, et on va mener la lutte avec eux.

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur le Coordinateur de la Coalition Nationale pour le Retour à l'Ordre Constitutionnel-CNROC !

Ibrahima Kalil Diallo : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

DIPLOMATIE FRANÇAISE

L'ambassadeur Marc Fonbaustier s'apprête à quitter la Guinée pour le Nigeria

S.E M Marc Fonbaustier, l'ambassadeur de France en Guinée depuis 2020 s'apprête à quitter le pays de Mamadi Doumbouya pour le Nigeria. Son discours en juillet 2023 lors de la fête nationale de la République française avait été abondamment commentée au sein de l'opinion nationale. Nous vous proposons un extrait dudit discours.

« Je me garderai bien de distiller

des conseils – même si certains médias ou les réseaux sociaux me prêtent, parfois, cette propension – car vous êtes un pays souverain, nous autres Français le savons mieux que quiconque. C'est à la Guinée et son peuple, et elle seule, d'écrire son histoire, de maîtriser son destin, d'emprunter la route qu'elle voudra », disait-il devant un parterre de hauts responsables

guinéens présents à la fête. Et d'ajouter comme pour répondre à ses détracteurs qui le décrivent comme « l'Ami de la Junte » : « en ayant décidé d'accompagner cette Transition en Guinée, de ne pas nous retirer après le coup d'Etat du 5 septembre 2021, de ne pas répéter l'histoire, de ne pas rompre une troisième fois, comme en 1958, comme en 1965, la France a engagé

un capital politique dans ce pays. Elle a jugé qu'il fallait, dans l'intérêt supérieur des populations, maintenir un partenariat global, en dépit des circonstances, ou peut-être à cause de ces circonstances, car on ne doit pas laisser tomber un pays ami quand il traverse une période complexe », avait-il déclaré.

Kaba Kankoula



NAISSANCE D'UNE COALITION POUR LE RETOUR À L'ORDRE CONSTITUTIONNEL

« Ce sont des plaisantins politiques » (Facély Traoré, secrétaire politique du MONIDAR)

Le Mouvement National et International pour la Défense des Acquis de la République-MONIDAR n'a pas fait de cadeau à la Coalition Nationale pour le Retour à l'Ordre constitutionnel (CNROC), constituée d'acteurs sociopolitiques qui demandent la fin de la transition avant le 31 décembre 2024. 48H après la naissance de la CNROC, le MONIDAR a réagi à son tour à la position affirmée par ces acteurs hostiles à la gestion de la transition par le CNRD. Facély Traoré, secrétaire général, chargé des affaires politiques du MONIDAR, défend leur position dans cet entretien avec votre hebdomadaire.



L' Aigleinfos : Après les Forces Vives de la Nation composées du FNDC, ANAD, RPG ARC-EN-CIEL pour ne citer que ceux-ci, une nouvelle coalition dénommée "Coalition Nationale pour le Retour à l'Ordre Constitutionnel-CNROC exige le retour à l'ordre constitutionnel tel que défini par le CNRD et la CEDEAO". Comment réagissez-vous à cette sortie ?

Facély Traoré : Nous avons affaire avec des plaisantins politiques. Et quand on est plaisantin, on court derrière des postes et quand on ne les obtient pas, on se dit, il faut créer des problèmes pour se faire entendre. Je ne considère pas des déclarations comme ça comme un événement, pour moi c'est des plaisantins, ils veulent amuser la galerie.

L' Aigleinfos : En quoi vous les traitez de plaisantins alors que ce sont des gens qui veulent juste rappeler le pouvoir de Conakry au respect de ses engagements ?

Facély Traoré : Je les traite de plaisantins parce que ces politiques n'ont rien apporté dans ce pays depuis la première République. Ce sont eux qui ont d'ailleurs freiné l'élan de développement du pays depuis l'ère Ahmed Sékou Touré. Avec l'arrivée du Général Lansana Conté, qui voulait aussi développer le pays mais avec les guéguerres politiques cette histoire du multipartisme, on connaît la suite. Cela a même empêché le Général de faire développer le pays, et ensuite il

y a eu l'avènement de Dadis, ils ont créé des situations de trouble dont le procès est en train d'être jugé aujourd'hui. Pensant que la solution du problème guinéen c'était les élections, Dadis a donné le pouvoir à Alpha Condé et après ces mêmes politiques se sont mis à le combattre avec plus de 600 manifestations. Qu'est-ce que cela a donné ? Il a fallu que quelqu'un se lève pour dire que s'il y a pas d'entente, on va venir balayer la maison. C'est comme ça que le CNRD est venu. Le CNRD a ouvert une consultation où ces politiques ont adressé des mémorandums, et aujourd'hui ils demandent une chose et son contraire. C'est pourquoi je les appelle des plaisantins politiques. Qu'ils nous laissent en paix et qu'ils laissent le Général Mamadi Doumbouya en paix !

L' Aigleinfos : Ces acteurs demandent une seule chose, le retour à l'ordre constitutionnel. Mais il a fallu l'arrivée de Amadou Oury Bah, Premier ministre pour leur dire ce que le CNRD n'osait pas dire. En affirmant que le chronogramme de la transition tel que défini, ne sera pas respecté. On peut clairement dire que vous êtes dans la logique de Bah Oury ?

Facély Traoré : Nous sommes dans la logique du Premier ministre. Pourquoi ? Parce que lui-même il est politique, il connaît ces acteurs. Il sait que ce sont des plaisantins politiques qui sont là pour leurs intérêts et non ceux des populations. Aujourd'hui on parle du retard de la Guinée

alors que ce sont ces politiques qui ont géré ce pays. Qu'est-ce qu'ils ont apporté à la Guinée ? Rien, ce ne sont que des cas de morts, des destructions massives, des désunions.

L' Aigleinfos : Combien de temps supplémentaire que vous accorderiez au CNRD pour le retour à l'ordre constitutionnel ?

Facély Traoré : La transition n'est qu'un passage. Le président a promis qu'il n'y aura plus de transition. Il n'est pas Dieu mais il est l'envoyé de Dieu parce que réussir un coup d'Etat, il faut de la bénédiction. L'importance ce n'est pas de donner le pouvoir aux politiques mais de mettre le pays sur les rails. Donc il faut laisser le Général faire ce qu'il a commencé.

L' Aigleinfos : Dans quel bateau vous mettez le FNDC et les Forces Vives de la nation qui menacent de ne pas reconnaître les institutions de la République au-delà du chronogramme prédéfini ?

Facély Traoré : Je vous dis que ce sont des plaisantins. Le FNDC est une montagne qui a accouché d'une souris. Qu'est-ce qu'ils n'ont pas fait pour empêcher le troisième mandat ? Les Forces Vives ou l'union sacrée, ce sont des anciens caciques du pouvoir. Ils viennent crier dans les radios et après ils courent derrière ceux qui sont au pouvoir. On connaît ceux qui demandent la clémence du pouvoir et d'ailleurs la plupart ont des casiers judiciaires compromettants. Ils doivent aller en prison et d'autres sont malades. Quand on va les mettre en prison, ils font mourir et après on dira que c'est le pouvoir qui les enfermés.

L' Aigleinfos : Le FNDC n'est plus présent sur le terrain après la nomination de son coordinateur national comme Ministre de la jeunesse et des sports. On peut dire que c'est le MONIDAR qui prend la relève ?

Facély Traoré : C'est le MONIDAR qui prend la relève du FNDC. Nous sommes là pour

défendre les acquis de la République sur le plan national et international. Nous le disons à qui veut l'entendre.

L' Aigleinfos : Est-ce que vous mesurez l'enjeu de ce que vous défendez aujourd'hui parce qu'on se souvient encore des événements du 28 septembre 2009 dont le procès est en cours ?

Facély Traoré : Il n'y aura pas un autre 28 septembre. Ce sont ces plaisantins politiques qui avaient appelé à des manifestations, il y a eu assez de morts. Ils veulent encore créer le désordre, et si c'est le cas on n'est pas avec eux. Cette plaisanterie est finie.

L' Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Facély Traoré, secrétaire général, chargé des affaires politiques du MONIDAR !

Facély Traoré : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

DÉTECTION DES TALENTS À DUBRÉKA Un jeune joueur meurt à Yorokoguia, suite à une bousculade

Le dimanche 19 mai 2024, lors de la deuxième journée de la grande détection des talents dans la zone de Conakry, un drame est survenu sur le site de Yorokoguia (Dubréka) où un jeune joueur de 16 ans, Sory Camara y a perdu la vie suite à une bousculade.

Suite à ce drame, l'Académie de football Antonio Souaré qui organise cette détection a aussitôt publié un communiqué pour faire part de sa profonde tristesse et présenter ses sincères condoléances à la famille biologique de l'adolescent et au peuple de Guinée tout entier.

«C'est avec une grande tristesse que nous annonçons le décès tragique de Sory CAMARA, survenu ce dimanche matin aux alentours du Centre Sportif Antonio Souaré de Yorokoguia, à l'occasion de la deuxième journée de notre détection.

Âgé de 16 ans, ce jeune joueur s'est rendu à Dubréka, dans le but de tenter sa

chance d'intégrer notre académie. Il a trouvé

L'Académie de Football Antonio Souaré (AFAS) prend très au sérieux cette situation et a immédiatement lancé une enquête interne pour comprendre les circonstances entourant ce tragique événement. Nous collaborons pleinement avec les autorités compétentes pour faire toute la lumière sur ce drame. La sécurité et le bien-être de tous les participants à nos activités est une priorité absolue. Nous vous tiendrons informés des développements de cette enquête et des mesures que nous prendrons pour renforcer encore davantage la sécurité de nos jeunes athlètes.

Nos pensées et nos prières

vont à la famille de Sory et à ses proches en cette période douloureuse. Nous partageons leur peine, et nous leur apportons tout notre soutien.

En signe de respect et de deuil, les activités de détection ont été reportées pour des dates ultérieures et feront l'objet d'un communiqué.

Que l'âme de Sory repose en paix, et que Dieu accorde à ses proches la force de surmonter cette épreuve», peut-on lire dans le communiqué publié dans la presse par l'Académie de football Antonio Souaré.

Que l'âme du jeune Sory repose en paix.

Mamadou Oury

CONCOURS DE RECRUTEMENT À LA FONCTION PUBLIQUE

Ce qu'il faut savoir avant le jour J

Le Ministère du travail et de la fonction publique a fait le point sur les statistiques du concours d'intégration à la fonction publique. A quelques jours de la date butoir du démarrage de cet événement, le secrétaire général du département dirigé par Faya François Bourouno, a dévoilé le déroulé de ce processus. Selon lui, les candidats feront face à deux types de questions dans un timing bien limité dans un contexte loin du favoritisme.



Cest à travers un point de presse, tenu au siège du département de la Fonction publique que le numéro 2 du ministère a fait ces mises au point.

«Égalité de chance parce que tous les candidats auront des questions en QCR ; ils auront leurs tablettes sur lesquelles ils vont répondre aux questions. C'est le lieu de préciser qu'il y

aura deux catégories de questions. Il y aura trente questions de culture générale et trente autres de spécialité pour chaque candidat et ils auront 3H. Ce qui veut dire 3 minutes par question, et 60 questions c'est 120 minutes. Le premier groupe de concours concerne le ministère de la promotion féminine, de l'enfance et des personnes vulnérables », a-t-il

précisé

Les 140 mille candidats au concours ont fait leur choix selon les départements qui leur sont convenables. A son tour, le conférencier a exprimé les besoins des départements. Cependant, Aboubacar Kourouma précise que pour ce présent concours, plusieurs ministères dont celui de l'enseignement supérieur ne

sont pas concernés.

«Au ministère du Travail et de la fonction publique, nous recruterons 85 nouveaux fonctionnaires sur 1289 candidats, primature 49 nouveaux candidats seront concernés sur 850 candidats ; au ministère de la justice et des droits de l'homme nous recruterons 144 nouveaux fonctionnaires sur 1961 candidats ; ministère de la jeunesse et des sports nous recruterons 142 nouveaux fonctionnaires sur 1322 candidats ; les listes du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation n'ont pas été publiées parce que le recrutement de ces deux ministères a été consigné dans un protocole d'accord signé avec le mouvement syndical. Donc eux, ils ne sont pas concernés par le concours général que nous tenons à organiser. Pour le ministère de l'information et de la

communication, la liste n'a pas été publiée parce que le quota qui a été réservé à ce ministère sera exclusivement réservé aux agents dits stagiaires de la RTG. De même, les candidats au compte du ministère de la santé et de l'hygiène publique devraient patienter. Plus de quatre mille candidats ont exprimé leur demande pour intégrer ce département. Ils doivent attendre parce qu'après ce concours général, nous allons voir avec les départements concernés comment organiser le leur », a déclaré le conférencier.

À préciser que les tablettes seront utilisées uniquement pour le concours. Aucun candidat ne devrait se les procurer pour d'autres fins. Après les dernières épreuves, les candidats doivent laisser leurs tables respectives avant de sortir de la salle.

Samuel Demba. D

ÉVÉNEMENTS DU 28 SEPTEMBRE 2009

Ce que le Ministère public a requis contre Dadis et ses coaccusés

Le procès des événements tragiques du 28 septembre 2009 est à la phase des plaidoiries et des réquisitions. Le mercredi 22 mai 2024, le Ministère public, par la voix du procureur près le tribunal criminel de Dixinn, Algassimou Diallo, a requis de lourdes peines contre Moussa Dadis Camara et ses coaccusés.

« Le ministère public requiert qu'il plaise à votre auguste tribunal de requalifier les faits de meurtres, assassinats, tortures, enlèvement, séquestration, coups et blessures volontaires, violences, pillages de marchandises, de biens mobiliers, d'incendie volontaire de magasins, conteneurs et leurs contenus, vol à mains armées, entrave aux mesures d'assistance, de l'omission de porter secours, détention illégale de matériels de guerres, viol et complicité prévue et punis par les articles 19, 20, 206, 208, 303, 304, 305, 306, 11 12, 132, 32,233, 234, 156, 239, 240, 241, 242, 268, 269, 514, 515, 373, 381, 382, 298, 884.3 et 849 en ceux des

crimes contre l'humanité et autres responsabilités contenues dans les dispositions des articles 194, 195, 196, 197, 198, 199 du code pénal. 7, 25, 27, 28, 29 et 30 du statut de Rome de la cour pénale internationale du 17 juillet 1898.

Constater le décès de Mamadouba Toto Camara suivant déclaration de décès du numéro 021/657 en date du 27 septembre 2022 établi par l'hôpital de l'amitié sino-guinéenne et par conséquent dire que l'action publique est éteinte à son égard.

Retenir dans les liens de la culpabilité: Moussa Dadis Camara, Moussa Tiegboro Camara, Blaise Gomou,

Ibrahima Camara dit Kalonzo, Abdoulaye Chérif Diaby, Marcel Guilavogui, Aboubacar Sidiki Diakité dit Toumba, Cécé Raphaël Haba, Claude Pivi alias Coplan pour des faits des crimes contre l'humanité par meurtres assassinats, tortures séquestration, viol et responsabilité de supérieur hiérarchique.

Mamadou Aliou Keïta, Alpha Amadou Baldé, Paul Mansa Guilavogui pour des faits de crimes contre l'humanité, viol et torture.

Pour la répression condamner:

1%1 Moussa Dadis Camara, Moussa Tiegboro Camara, Blaise Gomou, Abdoulaye Chérif Diaby, Marcel

Guilavogui, Claud Pivi alias Coplan à la réclusion criminelle à perpétuité avec une période de sûreté de 30 ans.

2%2 Alpha Amadou Baldé par défaut à la réclusion criminelle à perpétuité avec une période de sûreté de 30 ans

3%3 Ibrahima Camara alias Kolonzo, Aboubacar Sidiki Diakité alias Toumba et Paul Mansa Guilavogui à 15 ans de réclusion criminelle.

4%4 Mamadou Aliou Keïta et Cécé Raphaël Haba à 14 ans de réclusion criminelle.

Décerner mandat contre les accusés Alpha Amadou Baldé

et Claude Pivi alias Coplan, le tout en application des dispositions des articles: 6, 114, 116, 194, 195, 196, 197,198, 199, 207, 267, 268, 269, 332, 233, 234, 235, 236 du code pénal. 2, 405 du code de procédure pénale. 7, 25, 27, 28. 29 et 30 du statut de la Cour Pénale Internationale du 17 juin 1998".

Reste à savoir maintenant si le ministère public sera suivi dans ses réquisitions par le président du tribunal et ses assesseurs. Attendons de voir...

Kaba Kankoula

*Lire L'Aigle Infos.
c'est lire la vérité
et la vertu*

GUÉGUERRE DE LEADERSHIP À L'UFDG

Les soutiens de Gaoual Diallo se mobilisent à Conakry pour sa réhabilitation

Le samedi 18 mai 2024, les femmes et filles leaders du Cercle des Amis de Gaoual (CERAG) se sont ainsi mobilisées au complexe Belvédère pour soutenir la réhabilitation et la candidature de l'ancien député uninominal de Gaoual à la présidence de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG). Pour les partisans de Cellou Dalein Diallo, c'est un non événement.

Si l'on s'en tient aux propos tenus par certains de ses responsables de premier plan, l'UFDG s'apprête à organiser, dans les semaines ou les mois à venir, son congrès national. Bien qu'exclu du parti depuis 2022, Ousmane Gaoual Diallo, l'actuel ministre des Transports et porte-parole du gouvernement, tient apparemment à aller à la conquête de la présidence de cette formation politique dirigée par l'ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo.

Le samedi 18 mai 2024, les femmes et filles leaders du Cercle des Amis de Gaoual (CERAG) se sont ainsi mobilisées au complexe Belvédère pour soutenir la réhabilitation et la candidature de l'ancien député uninominal de Gaoual à la présidence de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée



(UFDG).

En présence de Mme Diallo Nènè Ami Barry, épouse du ministre Ousmane Gaoual, les femmes et filles leaders du CERAG ont fait part de leur

détermination et de leur engagement à le soutenir jusqu'à la victoire finale, dans la paix, la quiétude et la légalité. Mme Diallo Nènè Ami Barry a chaleureusement remercié les

organisatrices pour cette mobilisation et assuré que son époux saura être à la hauteur de la confiance et de l'espoir placés en lui par les militants et sympathisants de l'UFDG.

De nombreux artistes de renom ont fait des prestations pour égayer et donner un caractère festif à l'événement.

Après cette mobilisation qui, certainement, a dû attirer l'attention des partisans de Cellou Dalein Diallo au sein de l'UFDG, le CERAG dit se préparer désormais à intensifier ses actions et à mener la bataille pour la réintégration et la victoire d'Ousmane Gaoual Diallo à la tête de l'UFDG.

Pour les proches de l'ancien Premier ministre de feu le général Lansana Conté, la page Ousmane Gaoual Diallo est définitivement tournée au sein de ce parti fondé, faut-il rappeler, par un certain Amadou Oury Bah connu sous le nom de Bah Oury et ses camarades.

Comme on le voit donc, la guéguerre de leadership à l'UFDG est loin de connaître son épilogue.

Kaba Kankoula

JOURNÉE D'ASSAINISSEMENT

Le ministre du Plan et de la Coopération donne le coup d'envoi à Lambanyi

La journée citoyenne d'assainissement a eu lieu le samedi 18 mai 2024 à Conakry. Dans la commune de Lambanyi, c'est le ministre du Plan et de la Coopération internationale qui a donné le coup d'envoi des activités au carrefour centre commercial. Autorités communales et citoyens se sont mobilisés pour dégager les points critiques de leurs quartiers.

Cest une journée spéciale d'assainissement qui s'est tenue samedi, 18 mai 2024 à Conakry et à l'intérieur du pays. En prélude aux grandes pluies, le pouvoir de Conakry a décrété ce jour pour amener les populations à prévenir les cas d'inondation.

Cet appel des autorités est bien tombé dans les oreilles des citoyens de la nouvelle commune de Lambanyi. Avec des pelles, balais, gants et brouettes, les citoyens se sont mobilisés pour curer les points noirs de leur localité. Mamadou Bangoura, président du conseil du quartier Lambanyi a une réelle préoccupation pour mettre fin à ce rituel qui devenu un casse-tête pour ses citoyens. « Chaque année le centre commercial est inondé, complètement inondé même dix minutes de pluie c'est inondé. Il faut un pont du centre commercial vers le côté de la cigale. Si l'Etat ne nous écoute pas, on serait toujours devant les mêmes effets », a-t-il plaidé.

Pendant la période des

grandes pluies, traverser le centre commercial n'est pas donné à n'importe quel piéton ou automobiliste. Ce lieu se transforme souvent en piscine pour les uns ou bas-fond pour les autres car il n'est pas étonnant de voir parfois des véhicules flotter dans les eaux de ruissellement qui s'y stagnent. Les caniveaux curés, les bacs d'ordures vidés, cette partie de la nouvelle commune a renoué peu à peu avec la salubrité. Le président de la délégation spéciale de Lambanyi met en garde contre tout acte d'incivisme. «Après ces nettoyages, nous allons constituer des brigades mobiles qui auront la charge de surveiller les contrevenants afin que des solutions soient apportées. Il ne suffit plus de sensibiliser, il faut sanctionner », a prévenu Fafa M'Bira Mané.

Des moyens logistiques ont été déployés pour appuyer cette population de Lambanyi. Des camions et des Caterpillar ont contribué à la mobilisation et au ramassage des tas d'ordures. Ibrahima Camara a représenté l'ANASP à Lambanyi au compte

de cette journée citoyenne. «On a pu mobiliser deux camions et un Caterpillar qui font le curage. Ces ordures seront transportées vers les décharges, et c'est ce que nous sommes en train de faire. Mais dans le long terme, il faut penser à refaire les infrastructures de ce centre commercial. Ça a été mal fait sinon, les mêmes causes vont causer les mêmes effets parce que tout ce qu'on fait, s'il n'y a pas de passage d'eau, c'est inutile », a mentionné ce responsable technique.

Cette mobilisation a réjoui à plus d'un titre les autorités gouvernementales déployées sur le terrain. En compagnie de l'ancien ministre des Infrastructures et des Travaux publics, Mamadou Gandho Barry, le ministre du Plan et de la Coopération internationale a coordonné les opérations de Lambanyi. Ismaël Nabé s'est dit enthousiaste de partager cette journée citoyenne aux côtés des citoyens de la nouvelle commune Lambanyi avant de les appeler à plus de responsabilité.

«Chaque fois c'était les



premiers samedis du mois et les gens demandent pourquoi maintenant ? Parce c'est la pluie va commencer à venir et déjà désormais ça sera récurrent dans tous les quartiers et ceux du grand Conakry d'ailleurs pour éviter des catastrophes à cause de la saison pluvieuse. C'est une activité citoyenne, chacun est concerné, ce ne sont pas seulement les leaders. Désormais quand vous buvez de l'eau, il faut se rassurer que

vous mettez les ordures dans les poubelles. C'est une fierté d'être parmi nos braves populations de Lambanyi », s'est-il réjoui.

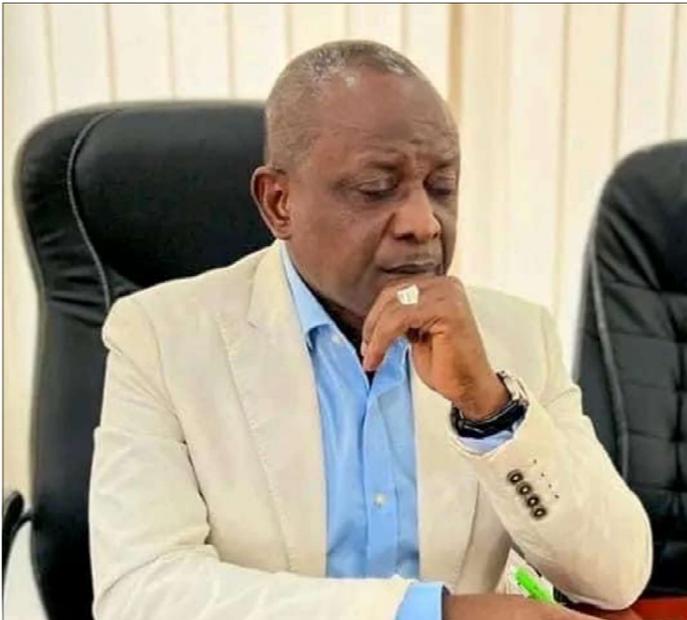
Cette journée d'assainissement s'est déroulée de 08H à midi. La circulation sur la voie principale est restée bloquée aux automobilistes sauf pour les cas d'urgence.

Samuel Demba. D

GUINÉE

Plusieurs médias interdits par le pouvoir

Le gouvernement guinéen, dominé par les militaires, a interdit quatre radios et une télévision privées très suivies dans le pays, indique un communiqué du ministère de l'Information publié mercredi 22 mai.



Talibé Barry, la radio a reçu ce mercredi matin 22 mai la visite de l'Autorité de régulation des postes et télécoms (ARPT), accompagnée d'un huissier de justice et d'un gendarme. « Ils nous ont fait part d'un arrêté pris par le ministère de l'Information et de la Communication en date d'hier, mardi 21 mai. Lequel arrêté donc décidait du retrait de l'agrément de FIM entre autres. Donc, nous, nous n'avons eu droit qu'à la lecture de la partie annonçant cette décision. Pour ce qui est des motifs qui ont concouru à ces différentes décisions ou en tout cas à la prise de cet arrêté, rien ne nous a été signifié », explique directeur de FIM FM, Talibé Barry. Rien ne nous a été signifié, rien ne nous a été lu en ce qui concerne les motifs qui ont amené le ministre de l'Information, de la Communication à prendre cet arrêté. Donc, on est tenus de nous résigner au constat que finalement rien ne nous surprend et que cette décision de retrait de nos agréments, c'est en quelque sorte le coup final par rapport au processus de musèlement de nos médias qui apparemment insupportent les autorités de la transition.

RFI

Les autorités guinéennes ont retiré les agréments d'exploitation des radios FIM FM, Radio Espace FM, Sweet FM, Djoma FM et de la télévision Djoma TV. Nouvelle atteinte à la liberté de la presse en Guinée. Alors que les antennes de plusieurs médias audiovisuels sont brouillées depuis plus de six mois, les autorisations de diffusion de trois groupes de presse ont été retirées ce mercredi par le ministre de

l'Information et de la Communication, Fana Soumah. Il s'agit de la radio FIM FM, et de plusieurs médias des groupes Djoma et Hadafo. Le ministre Fana Soumah invoque un « non-respect du contenu des cahiers des charges » pour justifier cette décision des autorités de transition, accusées depuis plus d'un an de mettre la presse guinéenne au pas sur consigne de la junte du CNRD. D'après le directeur de FIM FM,

MISE EN PLACE D'UN ORGANE D'AUTO-RÉGULATION

Le SPPG pas sur la même longueur d'onde que les associations de presse

L'Observatoire guinéen d'auto-régulation de la presse a été porté sur les fonts baptismaux le mercredi 22 mai par les associations de presse. Mais quelque temps avant la signature de l'accord de création, le SPPG dirigé par Sékou Jamal Pendessa a animé une conférence de presse pour faire part de sa totale désapprobation.



«La priorité aujourd'hui, l'urgence aujourd'hui c'est la libération des médias, si ces gens-là n'ont pas pitié des pères de famille qui n'arrivent pas à s'acquitter de leur devoir envers leur famille. Pour nous, l'urgence c'est de faire en sorte que ces gens là reprennent service. Nous on voit au-delà de 2024, c'est des mauvais précédents. Si on laisse passer, cela veut dire qu'ils vont nous imposer autre chose, et le prochain régime va aussi s'imposer et nous n'aurons rien à dire», a martelé le SG du SPPG, avant de faire une invite aux journalistes qui s'identifient, à la structure syndicale.

«Ils ne pourront pas nous effrayer. Restez tranquilles, vous n'êtes pas concernés. Si on vous y invite, dites-leur que vous n'y allez pas. Ils n'ont pas force de loi, ils ne sont pas comme la HAC. La HAC, ses

décisions s'imposent même si c'est illégal, même si elles sont abusives, on n'a pas le choix. D'abord, le fait de répondre relève d'un choix personnel, mais tu peux dire non, je ne suis pas de votre organe.

Ça demande des préalables. S'ils libèrent les médias en toute tranquillité, les professionnels verront la nécessité de mettre en place ou pas un organe d'auto régulation, parce que pour le moment il n'y pas de vide institutionnel, il y a la HAC. Si elle joue bien son rôle, on n'a pas besoin, donc il n'y a pas d'urgence, pour nous l'urgence c'est la libération des médias», a-t-il ajouté.

À noter que le même jour, l'on a appris le retrait des agréments de trois grands groupes de médias: Espace, Djoma et FIM.

Mamadou Oury

GUINÉE

L'opposition craint une confiscation du pouvoir par le CNRD

En Guinée, l'Alliance nationale pour l'alternance et la démocratie (ANAD) est montée au créneau pour alerter sur des manœuvres de confiscation du pouvoir par la junte dirigée par le général Mamadi Doumbouya. Cette coalition de l'opposition appelle les putschistes à rendre le pouvoir aux civils.

Guinée : l'ANAD met la pression pour l'organisation des élections

À sept mois de la fin de la transition, la pression monte sur l'équipe du général Mamadi Doumbouya. Selon la coalition de l'opposition ANAD, le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) ne montre aucune volonté de quitter le pouvoir en décembre 2024 comme annoncé. « Depuis un certain temps, il y a une réelle velléité de la part du CNRD de confisquer le pouvoir, de confisquer toutes les libertés

individuelles et collectives dans notre pays », a confié Souleymane Souza Konaté dans un entretien téléphone avec RFI.

Le président de la commission Communication de l'ANAD fait constater que le CNRD ne pose aucune action concrète sur le terrain pour rassurer de son départ en décembre prochain (selon l'accord trouvé avec la CEDEAO). Avec le vent de prorogation de la durée de transition qui souffre dans les pays à régimes militaires, l'ANAD veut anticiper sur le cas de la Guinée.

L'Alliance montre son opposition à une éventuelle

prorogation de la durée de la transition en Guinée et menace d'organiser des manifestations. Selon Konaté, le mandat du CNRD s'achève fin décembre 2024. À partir de cette date, il exige la mise en place d'une transition civile dont le cahier de charge sera l'organisation des élections pour un retour à l'ordre constitutionnel dans le pays. Pour rappel, le CNRD, avec à sa tête le général Mamadi Doumbouya, a pris le pouvoir par la force le 5 septembre 2021. Cela fait donc bientôt trois ans que les militaires gèrent le pays.



TRANSITION CNRD

Le FNDC déçu de Bah Oury met en garde contre tout glissement du chronogramme

Le Front National pour la Défense de la Constitution FNDC s'oppose à un éventuel glissement du chronogramme de la transition dirigée le CNRD. Le front anti-troisième mandat d'Alpha Condé à travers son chargé des opérations, a réitéré sa position vis-à-vis de cette démarche du chef du gouvernement. « Fin de la transition guinéenne : enjeux et perspectives pour le respect du chronogramme en décembre 2024 », c'est thème de la conférence animée mardi, 21 mai 2024, à la maison de la presse par l'activiste. Il a aussi demandé au Général Mamadi Doumbouya de recadrer ceux qu'ils qualifient de sirènes prorogationnistes de la transition qui tentent de l'induire en erreur.

Les dernières prises de parole du Premier ministre de la transition continuent encore à alimenter les débats dans l'opinion publique en Guinée. 72 heures après la sortie d'Amadou Oury Bah sur TV5 Monde, le responsable des opérations du front national pour la défense de la constitution a exprimé son indignation face à cette sortie.

Après des observateurs avertis, la classe politique, c'est autour du FNDC de se mêler de la danse. Devant la presse mardi à la maison des journalistes à la minière, le chargé des opérations de cette entité a vigoureusement regretté cette communication du chef du gouvernement qui ne contraste selon lui avec les engagements pris par le chef de la junte.

« Sa dernière déclaration sur Tv5 Monde est alarmante. Il y affirme que le calendrier pour le retour à l'ordre constitutionnel tel qu'il a été défini ne le sera pas. Il évoque la seule possibilité de la tenue d'un référendum constitutionnel à la fin de l'année en lieu et place de la tenue des élections présidentielles. Monsieur Bah Oury s'inscrit très malheureusement dans la continuité des facteurs qui ont grippé cette transition », a déclaré Ibrahima Diallo.

Le FNDC fidèle à ses principes, promet de barrer la route à ce projet à travers des manifestations. Dans cette lutte, ces acteurs sociaux tendent la main aux forces vives de la nation à mener le combat.

« Le FNDC s'opposera à toute idée de glissement et de prorogation de la transition par tous les moyens légaux. Y compris les manifestations

de rues dans les rues et sur les places publiques, sur toute l'étendue du territoire national. Le FNDC lance une consultation ouverte avec les forces vives de la nation pour qu'ensemble nous puissions barrer la route aux sirènes prorogationnistes de cette transition. Et pour cela nous sommes prêts à nous battre comme contre le 3e mandat pour s'opposer fermement à cette volonté de proroger la transition en cours et à ses discours d'arrogance et de mépris qui émergent », a promis l'ancien pensionnaire de la maison centrale.

L'argument brandi par le Premier ministre pour justifier le report de l'élection présidentielle à une date ultérieure, est l'exécution des 10 points inscrits dans le chronogramme. Le responsable des opérations du Front National pour la Défense de la Constitution désapprouve la démarche de l'ancien opposant et pense que Bah Oury s'inscrit dans le cadre de la continuité des facteurs qui grippent la transition dirigée par le général Mamadi Doumbouya. Il s'agit, dit-il, de l'unilatéralisme dans les prises de décisions, le mépris et l'arrogance dans le discours des autorités, le rejet et l'exclusion des acteurs sociopolitiques importants pour la vie de la nation et pour la réussite de cette transition.

Pour l'activiste, le bon sens aurait voulu qu'après sa nomination, le Premier ministre prenne contact avec les acteurs socio-politiques, pour impulser la dynamique d'un dialogue constructif afin d'évaluer de façon objective, le processus et convenir ensemble des solutions

pour sortir de cette crise que nous vivons.

« Le doyen Bah Oury, avec son parcours, devrait consacrer son séjour à la Primature, à rechercher dans la mesure du possible, des solutions qui pourraient contribuer à apaiser la transition dans l'intérêt général, plutôt que de privilégier ses propres intérêts et sa longévité à ce poste. Il a le choix entre trouver sa place du bon côté de l'histoire ou graver son nom dans les pages sombres de cette transition », a-t-il proposé.

Il n'est pas encore tard pour sauver la transition, souligne cet activiste qui demande au Général des corps d'armée de prendre ses responsabilités.

« Le porte-parole du gouvernement nous a dit il y a quelques mois que le Général, Colonel à l'époque ne va pas passer un jour de plus sur le chronogramme de la transition. Il est temps que le président Mamadi Doumbouya rassure les guinéens parce que je sais que jusqu'à date il tient encore à sa parole de soldat. Je l'invite à ne pas écouter les sirènes prorogationnistes de la transition. L'exemple le plus palpable c'est le CNDD qui est encore sur la conscience collective. Des gens qui disaient Dadis va se présenter, Dadis ou la mort sont aujourd'hui libres de leur mouvement, ils vaquent à leurs occupations pendant que le capitaine Dadis est en prison, abandonné par ses soutiens circonstanciels d'alors », a-t-il prévenu.

Samuel Demba. D

TPI DE KALOUM

Le porte-parole des sinistrés condamné avec sursis

Le vendredi 17 mai, le Tribunal de Première Instance de Kaloum a condamné Mamoudou Cifo Ké TOURE, porte-parole des sinistrés de Coronthie, à 3 mois de prison avec sursis et il est finalement rentré à la maison pour le plus grand bonheur de ses proches et des familles victimes de l'explosion du principal dépôt pétrolier du pays.



Mamoudou Cifo Ké TOURE, porte-parole des sinistrés de Coronthie, enseignant de profession, s'est fait arrêter le mardi 14 mai par des gendarmes. Une arrestation qui a indigné plus d'un et qui a donné lieu à des manifestations d'élèves à Kaloum, cette commune qui abrite la haute administration publique. Le vendredi 17 mai, le Tribunal de Première Instance de Kaloum l'a condamné à 3 mois de prison avec sursis et il est finalement rentré à la maison pour le plus grand bonheur de ses proches et des familles victimes de l'explosion du principal dépôt pétrolier du pays. Au sortir du tribunal, il a réagi en ces termes: « Je dis merci à ceux qui ont œuvré pour mon arrestation et à ceux qui ont œuvré pour ma libération. Le combat va continuer. Ce que nous poursuivons, c'est au-delà de ma personne. C'est une cause de toute une population. Il y a

des sinistrés qui sont là. Aujourd'hui, jusqu'à présent les gens ne peuvent pas dormir. Même là où je vais comme ça, c'est pour encore dormir sous la pluie. Ma maison n'est pas couverte de tôle. Mais je ne suis pas le seul. Il y a beaucoup qui sont dans cette même condition. C'est un appel sincère que je lance à l'État. C'est un dialogue. Je tends la maison à l'État pour dire que vraiment nous attendons un dialogue sincère sur la question de Coronthie. Je n'ai jamais voulu aller en bras de fer contre l'État. J'ai toujours œuvré pour la paix ».

La question que beaucoup se posent désormais est de savoir si Mamoudou Cifo Ké TOURE, porte-parole des sinistrés de Coronthie, va mettre de l'eau dans son vin ou s'il restera campé sur sa position.

Kéfina Diakité

PLAN ET COOPÉRATION INTERNATIONALE

Une délégation de la BIDC reçue par le ministre Ismaël Nabé pour le financement de projets en Guinée

Le mardi 21 mai 2024, le ministre du Plan et de la Coopération Internationale, Ismaël Nabé, a reçu une délégation de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) qui s'engage à financer la réalisation de certains projets importants en Guinée dont l'adduction d'eau des villes comme Beyla, Fria et 250 puits au niveau du SNAPE. Au terme de l'entretien, le ministre Ismaël Nabé s'est confié à la presse en ces termes: « Nous avons déjà signé les aides mémoires pour l'adduction d'eau des villes comme Kouriah, Beyla et Fria et 250 puits

au niveau du SNAPE et à la SEG. Puisque ces aides mémoires ont été signées depuis 2021, il est donc nécessaire de réévaluer ces projets avec les équipes techniques du Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique afin de passer cela éventuellement en conseil d'administration avant fin juin 2024. Il y a aussi des nouveaux projets dans le domaine agricole mais aussi au niveau de l'enseignement technique, des mines et les infrastructures notamment les transversales de Conakry...L'objectif est de travailler pour que les aides mémoires des anciens et des nouveaux projets soient validés en

conseil d'administration du mois de juin 2024. Le budget global s'élève à près de 307 millions de dollars. Un autre projet en cours et qui doit être activé, c'est bien le projet d'interconnexion Guinée-Mali». Par sa part, la cheffe de délégation, Mme Sidibé Maimouna, a déclaré: « c'est suite au forum d'investissement de la CEDEAO que son institution a signé un mémo avec le ministre de la Coopération Internationale pour un certain nombre de projets que nous avions déjà commencé en 2021 dans le domaine de l'eau avec la SEG et le SNAPE. Nous allons voir le niveau de maturité de ces projets au cours de cette mission pour dans

quelle mesure la BIDC va contribuer au développement économique et social des populations guinéennes. Il s'agit essentiellement durant cette mission de rencontrer les services techniques concernés par ces projets, la SEG, le SNAPE, les services techniques des autres

ministères l'environnement, l'économie et les finances, les travaux publics, l'éducation, la santé, les mines pour travailler avec eux afin de voir dans quelle mesure on peut continuer à financer les projets au bénéfice des populations »

Les patriotes toujours parlent de mourir, mais jamais de tuer pour leur patrie.

Bertrand Russell

SALE TEMPS POUR ESPACE, DJOMA ET FIM **Du brouillage des ondes au retrait des agréments**

Le mercredi 22 mai 2024, les Guinéens ont appris avec étonnement le retrait des agréments de trois grands groupes de médias, à savoir Espace, Djoma et FIM. Et curieusement, ce retrait est intervenu le jour où les associations de presse (URTELGUI- AGUIPEL-REMIGUI- AGEPI-AGPE -UPLG, UPJ, UFSIG) se sont mises d'accord pour porter sur les fonts baptismaux un organe d'auto-régulation dénommé l'Observatoire guinéen d'auto-régulation de la presse (OGAPP).



Depuis plus de six mois, les médias privés guinéens ne cessent de faire face à des restrictions de toutes sortes: brouillage des ondes, retrait du bouquet Canal plus, arrestation du Secrétaire général du Syndicat des Professionnels de la Presse de Guinée (SPPG). Après sa nomination au poste de Premier ministre, chef du Gouvernement, Amadou Oury Bah connu sous le nom de Bah Oury a rencontré les associations de presse auxquelles il fera savoir que le président de la transition, le général Mamadi Doumbouya, serait déçu de certains journalistes pour lesquels il a fait beaucoup de choses. Lesdites associations se seraient engagées à mettre en place un organe d'auto-régulation. C'est dans ce sens qu'elles se sont mises d'accord le mercredi 22 mai pour porter sur les fonts baptismaux l'Observatoire guinéen d'auto-régulation de la presse (OGAPP). Mais curieusement, c'est le même jour qu'ils apprendront le retrait de l'agrément de Djoma Médias, Hadafo, FIM FM. Ce qui a fait réagir à chaud, le président de l'URTELGUI, Aboubacar Camara. «Ce retrait d'agrément n'est pas notre vœu, ça veut dire qu'on pensait qu'on avait fini une partie avec la mise en place de cet observatoire, mais il va falloir retâousser les manches pour repartir sur le terrain pour comprendre d'abord ce qui s'est

passé ou ce qui est en train de se passer. C'est pourquoi aujourd'hui, il est important que les journalistes comprennent qu'il ne saurait avoir de journalistes sans médias, de travailleur sans le travail. Il faut donc sortir de ces considérations. Aujourd'hui, nous voulons avoir une presse unie. Vous avez vu l'élan qui a été donné, même la presse publique est représentée pour qu'enfin, on parle d'une presse nationale en Guinée et non une presse privée et publique. Nous sommes en train de nous organiser. Dans les situations de transition partout dans le monde, ce sont des périodes où la presse est appelée à jouer un grand rôle. C'est ce que nous essayons de faire. Notre objectif, c'est que tous les médias se sentent libres en termes d'exercice. (...). Si nous essayons de mettre un organe entre les journalistes et la HAC à l'effet de récupérer la balle au rebond dans l'exercice de notre profession, il ne faudrait pas que la faille ne vienne pas des médias, plus forte raison des journalistes ou un syndicat. Et là, il y a péril en la demeure, parce qu'on nous annonce le retrait durement. Ce qui rend caduc l'exercice de l'ensemble de ces médias. Vous pensez que c'est en allant insulter ou jeter les cailloux qu'on va résoudre ce problème ?», a réagi Aboubacar Camara, président de l'URTELGUI.

Kèfina Diakité

DURÉE DE LA TRANSITION **L'ANAD réitère sa ferme opposition à toute modification**

L'ANAD, l'alliance politique dirigée par le président de l'UFDG, est vent debout contre tout report du retour à l'ordre constitutionnel. Ce qui, à ses yeux, aura pour conséquence pour le CNRD la perte de toute légitimité de diriger la Transition et exposerait la Guinée à des risques majeurs. Elle l'a fait savoir ce samedi 18 mai 2024 dans une déclaration publiée dans la presse.

«C'est avec une profonde consternation que l'ANAD a suivi la conférence de presse du Premier ministre tenue le 10 Mai 2024 sur la situation sociopolitique de notre pays. À cette occasion, le Chef du Gouvernement a, de nouveau, confirmé la volonté du pouvoir de reporter aux calendes grecques le retour à l'ordre constitutionnel préalablement fixé au 31 Décembre 2024. Pour justifier ce report, toutes sortes d'arguments, aussi légers les uns que les autres, ont été avancés. Mais nul n'est dupe. En effet, les Guinéens, très tôt, étaient avertis que la junte, dès lors qu'elle avait décidé de produire le fichier électoral à partir du RGPH et du RAVEC, ne voulait plus respecter le délai de 24 mois convenu avec la CEDEAO, le goût du pouvoir ayant pris le dessus sur la parole donnée. L'ANAD dénonce

vigoureusement le renoncement de la Junte aux engagements auxquels elle a librement souscrit devant le peuple de Guinée, la CEDEAO et la communauté internationale. L'ANAD déplore avec gravité cet état de fait synonyme de parjure qui viole le fondement même de la Transition. En toute responsabilité, l'ANAD prévient que le report du retour à l'ordre constitutionnel aura pour conséquence la perte de toute légitimité à la Junte de diriger la Transition et exposerait notre pays à des risques majeurs. En tout état de cause, l'ANAD réitère sa ferme opposition à toute modification de la durée de la transition convenue avec la CEDEAO. Elle invite une ultime fois le CNRD et tous les organes de la transition à prendre toutes les dispositions pour le strict respect de l'engagement d'organiser en 2024 toutes les

élections devant conduire au retour à l'ordre Constitutionnel. À cet égard, l'ANAD adhère sans réserve à la déclaration des forces politiques et sociales rendue publique le 24 avril dernier au siège de l'UFDG et exige le retour à l'ordre constitutionnel avant le 31 décembre 2024. L'ANAD demande solennellement au peuple de Guinée à se mobiliser et d'user de tous les moyens légaux y compris les manifestations dans les rues et sur les places publiques pour exiger la satisfaction de cette revendication légitime. En cas de refus de la junte d'accéder à cette revendication, l'ANAD exigera la mise en place d'une transition civile pour organiser le retour à l'ordre constitutionnel», peut-on lire dans la déclaration de l'ANAD.

Mamadou Oury

AIDER LES MAMANS ET LES PAPAS À DEVENIR DE MEILLEURS PARENTS **Beaucoup se tournent vers d'anciens conseils pour être de meilleurs parents**

Conakry – 1 juin. Les premiers pas d'un bébé, l'obtention du permis de conduire, l'obtention du diplôme d'études secondaires sont des étapes importantes dans la vie d'un enfant que les parents chérissent. Ce qui est souvent négligé, c'est le travail difficile et souvent stressant que les parents font en coulisses pour aider leurs enfants à réaliser ces moments spéciaux. Pas étonnant que beaucoup trouvent la parentalité accablante, voire intimidante. Reconnaissant le rôle essentiel des parents dans l'éducation de leurs enfants, les Nations Unies ont même institué une Journée mondiale des parents le 1er juin pour apprécier leur engagement et leur soutien dévoués. Un site Web basé sur la Bible aide des milliers de parents dévoués à travers le monde à s'améliorer dans ce qu'ils font. « Nous entendons souvent dire

à quel point les parents sont étonnés et heureux de pouvoir accéder facilement à toute une bibliothèque d'informations utiles à la vie quotidienne », a déclaré M. Thierry Pourthié, porte-parole local des Témoins de Jéhovah. « Le contenu gratuit a aidé de nombreuses familles à devenir plus fortes et plus heureuses. » Des articles tels que :
· Remplir votre rôle de parent.
· Comment être un bon père.
· Qu'est-ce qui fait un bon parent ? font partie des 22 millions de téléchargements quotidiens de contenu numérique sur jw.org, le site officiel des Témoins de Jéhovah. Le site Web propose gratuitement des vidéos, des enregistrements audio et des articles sur divers sujets basés sur les conseils pratiques éprouvés des Écritures. L'organisation mondiale a but non lucratif d'éducateurs

bibliques met l'accent sur le renforcement des liens familiaux. Les parents et les enfants sont encouragés à se rassembler dans leurs lieux de culte appelés Salles du Royaume, à participer à un ministère bénévole, à avoir chaque semaine un moment de retrouvaille en famille, et à s'adonner à des loisirs sains. « Les parents ont le pouvoir de renforcer les liens d'amour au sein de leur famille », a déclaré M. Pourthié. « Des familles fortes font des communautés fortes. Nos lieux de culte sont l'endroit où les parents et leurs enfants peuvent apprendre à être non seulement de bons chrétiens, mais aussi de bons citoyens. Pour lire les articles répertoriés dans cet article et tout contenu connexe, veuillez visiter jw.org, et taper le titre de l'article dans le champ de recherche.

ISRAËL RÉPOND À LA CPI

« Aucune puissance au monde ne nous empêchera de renverser le Hamas »

Comme on pouvait s'y attendre, Israël n'a pas apprécié l'émission de mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) contre ses dirigeants. Dans une vive réaction, le chef de la diplomatie de l'Etat juif, a indiqué qu'il s'agit d'une « décision scandaleuse » prise par le procureur de la CPI.



Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le ministre de la défense Yoav Gallant, sont désormais recherchés par la CPI pour y répondre d'accusations de crimes de guerre et crime contre l'humanité, commis dans le cadre de la guerre à Gaza qui a tué des milliers de civils, femmes et enfants. Réagissant à cela, le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, s'est vigoureusement opposé à la demande du procureur de la CPI, qualifiant le mandat d'arrêt proposé de « décision scandaleuse » et d'« assaut frontal effréné contre les victimes du 7 octobre et nos 128 otages à Gaza ».

« J'ai ordonné la création immédiate d'un centre de commandement spécial au ministère des Affaires étrangères, avec toutes les entités professionnelles, visant à lutter contre la décision visant principalement à enchaîner les mains d'Israël et à l'empêcher d'exercer son droit de légitime défense », a indiqué le chef de la diplomatie israélienne, ajoutant, qu' « aucune puissance au monde ne nous empêchera de ramener tous nos otages et de renverser le

régime terroriste du Hamas ». Les accusations portées contre Netanyahu et Gallant comprennent : La famine des civils comme méthode de guerre et comme crime de guerre ; Causer intentionnellement de grandes souffrances, ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé, ou des traitements cruels constitutifs d'un crime de guerre ; Homicide volontaire ou meurtre considéré comme un crime de guerre ; Diriger intentionnellement des attaques contre une population civile en tant que crime de guerre ; L'extermination et/ou le meurtre, y compris dans le contexte de décès causés par la famine, en tant que crime contre l'humanité ; La persécution comme crime contre l'humanité ; et D'autres actes inhumains constituant des crimes contre l'humanité.

Environ 35 000 Gazaouis ont été tués depuis le début des opérations militaires israéliennes, selon le ministère de la Santé de Gaza. La plupart des morts étaient des femmes et des enfants sans défense.

NET AFRIQUE

TCHAD

Le Premier ministre Succès Masra présente sa démission et celle de son gouvernement

Au Tchad, à la veille de la prestation de serment de Mahamat Idriss Déby, le Premier ministre Succès Masra a formellement remis la démission de son gouvernement ce mercredi 22 mai, dans la matinée. Il s'agit de la conséquence logique de la validation de l'élection présidentielle.

Succès Masra ne dit pas autre chose dans la lettre de démission manuscrite qu'il a diffusée sur les réseaux sociaux : « Le gouvernement de transition que je dirige est devenu sans objet ». Il espère que Dieu fasse « grâce de sa sagesse » et « bénisse le résilient et courageux peuple tchadien, qui attend le changement ».

Ce n'est pas du tout une surprise, puisqu'il ne reconnaît pas les résultats de la présidentielle, bien qu'il ait constaté l'épuisement des voies de recours. Comme tous les anciens Premiers ministres, il est convié demain à l'investiture de Mahamat Idriss Déby, mais il ne devrait pas y assister.

Un nouveau chef de



gouvernement bientôt nommé

Le chef de l'État nommera très rapidement un nouveau chef de gouvernement, peut-être dès jeudi soir. Il a acté que l'union nationale était « terminée » et que c'est à sa coalition de diriger le pays. Le plus probable est qu'il choisisse de poursuivre l'usage de nommer un sudiste pour rééquilibrer le pouvoir, mais plusieurs noms de cadres du

centre et de l'est du pays circulent également.

Il devrait s'agir d'une personnalité ayant « l'expérience suffisante pour être rapidement opérationnelle » selon plusieurs proches du président. Toutefois, les anciens occupants de la primature ne devraient pas y retourner.

RFI

L'AFRICA CEO FORUM À KIGALI

Les grandes annonces du Premier ministre guinéen

En marge de l'Africa CEO Forum qui s'est tenu les 16 et 17 à Kigali (Rwanda), et auquel il a pris part, le Premier ministre guinéen, Amadou Oury Bah connu sous le nom de Bah Oury, a fait de grandes annonces et des promesses. Des années qui laissent perplexes bon nombre d'observateurs.

« Je crois que les 10 prochaines années de la Guinée ont déjà commencé... À partir de l'année prochaine, avec l'aide de Dieu bien entendu, les revenus miniers tirés simplement de Simandou permettront au moins un revenu pour l'État de l'ordre de 1,5 à 2 milliards de dollars par an, c'est un atout très important dans le contexte actuel, 20% de ces revenus seront

consacrés uniquement pour le développement du capital humain, en ce qui concerne l'éducation de manière générale. Donc cela veut dire que dans les 10 prochaines années, en plus de Simandou, de l'exploitation des autres minerais de fer, la transformation sur le plan local de certains de nos minerais avec les raffineries de bauxite qui permettront de faire émerger d'autres ressources, qui ne sont pas simplement l'alumine mais qui peuvent être le gallium, qui sont des minerais extrêmement recherchés pour l'industrie actuelle, avec la possibilité d'aller jusqu'à la raffinerie d'aluminium pour faire de la bauxite, ce que le pétrole est pour l'Arabie Saoudite. Pour la Guinée, les perspectives sont

très intéressantes. Je ne parlais pas de l'agriculture qui est un facteur de cohésion et de stabilisation de la société », a fait savoir le locataire du palais de la Colombe. Et d'ajouter : « les 10 prochaines années de la Guinée feront émerger un grand pays, économiquement fort, politiquement stable avec une société réconciliée et qui pourra par ce biais là contribuer à la stabilisation de l'économie de l'intérieur du continent, notamment les pays du Sahel qui ont besoin d'avoir des références, des pôles d'attractions pour que la pauvreté s'éloigne et que les jeunes de l'Ouest africain, pour ne parler que d'eux, puissent savoir que dans leur propre pays il y a un espoir ».

Kaba Kankoula